



Projets soutenus par Alliance syndicats et tiers-monde (ASTM) en 2012

Rapport au conseil d'administration de ASTM le 15 février 2013

1. Moringa : une solution pour améliorer la santé des femmes et des enfants au Mali

De 2009 à 2011, ASTM a soutenu un projet qui visait la promotion économique des femmes et l'amélioration de l'alimentation dans quatre communes de Dioïla au Mali. Ce volet d'amélioration de l'alimentation a été réalisé par un projet pilote de culture de moringa d'une superficie de $\frac{1}{4}$ d'hectare (arbre facile à cultiver dont les feuilles figurent parmi les plus riches), et par la formation de 20 animatrices villageoises qui se chargent de vulgariser son utilisation. Ce projet ayant bien réussi, il s'est agi par la suite d'étendre la culture du moringa.

C'est le Carrefour de solidarité internationale de l'Estrie, en partenariat avec l'association malienne Kilabo, qui pilote ce projet de souveraineté alimentaire. Rappelons que le Mali est un des pays les plus pauvres au monde où 29 % de la population et 42 % des enfants de moins de 5 ans sont sous-alimentés.

2. Projet accompagnement Québec Guatemala (PAQG)

ASTM a renouvelé sa coopération avec le PAQG qui vise la défense des droits humains et syndicaux. Le Guatemala est un pays particulièrement répressif, où les droits des militants sont systématiquement bafoués par les forces de l'ordre aux services des intérêts des multinationales.

Le PAQG offre de l'accompagnement aux militantes et aux militants de la société civile guatémaltèque qui sont victimes d'exactions, et ce, depuis plus de 15 ans. Il envoie sur le terrain des accompagnatrices et des accompagnateurs qui leur procurent une présence physique dans le but d'améliorer leurs conditions de sécurité en prévenant la violence à leur encontre et, le cas échéant, d'observer, de documenter et de dénoncer les agressions dont ils font l'objet. Au cours des dernières années, l'accompagnement s'est effectué particulièrement auprès de personnes défendant les droits humains et auprès de communautés affectées par les conséquences sociales et environnementales de l'exploitation

minière canadienne. En termes concrets d'accompagnement, c'est en moyenne 5 accompagnateurs par année que le PAQG forme et envoie sur le terrain pour une période minimale de 3 mois auprès d'organisations guatémaltèques partenaires.

3. Formation et réseautage pour les travailleuses et travailleurs au Honduras et au Nicaragua

Au Nicaragua et au Honduras, ASTM a poursuivi son appui au projet, d'une durée de trois ans, qui vise le renforcement des capacités de gouvernance des organisations syndicales de ces deux pays (Central Unitaria de Trabajadores de Honduras – CUTH, et la Central Sandinista de Trabajadores - CST), afin d'affronter les défis de l'intégration régionale, tout en favorisant la participation des femmes au monde du travail et au sein des organisations syndicales. On vise également à renforcer les capacités des centrales en matière de communication et à favoriser leur concertation mutuelle.

Alternatives assure la gestion administrative du projet, la CSN et ELA (Pays Basque) prennent en charge la coordination et le soutien au contenu, en plus de contribuer financièrement à la réalisation du projet. Le projet est financé par le programme québécois de développement international du ministère des Relations internationales (MRI). Notons que la CUT du Brésil suit de près notre projet et participe notamment aux séminaires. Le projet se termine en septembre 2013. Il y a un intérêt des divers partenaires à présenter une nouvelle demande.

4. Organisation et formation des travailleurs de l'économie informelle

Ce projet de trois ans, que nous avons soumis à l'ACDI sans succès, a finalement été lancé en 2012. Il vise à soutenir l'organisation et la représentation syndicale de travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle au Mali, au Sénégal et au Togo afin de contrer leur situation d'exclusion, de favoriser leur reconnaissance par les pouvoirs publics ainsi que leur participation au dialogue social. Au cours des dernières décennies, le nombre de personnes vivant de l'économie informelle a été en nette progression en Afrique de l'Ouest. Dans plusieurs pays, le nombre de salarié-es de l'économie informelle représente aujourd'hui plus des trois quarts de la main-d'œuvre active. En règle générale, les travailleuses et travailleurs qui y œuvrent sont mal rémunérés et connaissent des conditions d'emplois précaires. Ils ne bénéficient d'aucun système de protection sociale. Les travailleurs de l'économie informelle sont mal représentés, les centrales syndicales étant davantage présentes dans le secteur formel. Nous chercherons donc à renforcer la capacité des organisations syndicales participantes à intervenir de manière ciblée dans l'économie informelle, à y recruter des adhérentes et des adhérents à renforcer la capacité des responsables syndicaux provenant du secteur informel à bien représenter leurs mandants. De plus, le projet permettra de mettre au point ou d'améliorer les outils d'intervention appartenant à l'économie sociale et solidaire afin de soutenir l'entrepreneuriat collectif au sein de l'économie informelle.

C'est la CSI-Afrique qui pilote le projet. La CSN apporte une expertise en matière de microentreprise et l'Institut Belleville de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) fournit un apport méthodologique en plus d'un accompagnement à l'élaboration des contenus de formation. Le projet appuie la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM), la Confédération syndicale des travailleurs du Togo (CSTT) et l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSAAS).

5. Pour une approche concertée favorisant les droits des travailleuses et des travailleurs migrants au Guatemala

Le soutien d'ASTM à ce projet a permis de créer une synergie entre l'éducation aux droits humains et la plaidoirie relative à ces droits, tant au Canada qu'au Guatemala, cela dans le but de contribuer de manière plus efficace au respect des droits des travailleurs migrants temporaires. La Conférence sur les programmes de travail temporaire au Canada, États-Unis et Mexique, qui a eu lieu au Guatemala, a créé un espace d'échange, de dialogue et de négociation entre les différents acteurs liés de près ou de loin à cette problématique. L'objectif était aussi de permettre que de nouvelles organisations guatémaltèques intègrent cette thématique à leur analyse globale du phénomène migratoire en Amérique centrale. Si de nombreuses organisations guatémaltèques s'intéressent aux questions de migration, la réalité des programmes de travail temporaire est peu ou pas incluse. De plus, les programmes de travail temporaire peuvent facilement être perçus comme une solution « sécuritaire » à la migration illégale.

Par ailleurs, des représentants d'organisations guatémaltèques ont visité des villes de l'Ontario, du Québec ainsi qu'à Edmonton à l'automne 2012. Les objectifs de cette tournée étaient d'établir et de développer des liens de solidarité entre les organisations de la société civile travaillant sur les questions de migration temporaire au Canada, au Guatemala et en Amérique centrale, ainsi qu'avec les militants du mouvement sur la souveraineté alimentaire au Canada. Il s'agissait aussi de renforcer les connaissances des groupes du Guatemala sur les programmes temporaires de travail au Canada, de faciliter un échange sur les revendications politiques respectives des groupes militants au Canada et au Guatemala en ce qui a trait aux modifications à apporter aux programmes de travail temporaire, et enfin, de partager avec les décideurs publics provinciaux et fédéraux canadiens et québécois les expériences des travailleurs migrants venant travailler au pays.

Le projet a été entrepris par Inter Pares, avec son partenaire Project Counselling Service (PCS) établi dans la région centroaméricaine. Deux organisations locales qui travaillent sur ces questions ont été impliquées dans le projet et ont participé à la tournée, soit l'Association de Guatémaltèques unis pour nos droits (AGUND) ainsi que Pastorale de la mobilité humaine (PMH).

6. Projet de renforcement syndical de l'Union nationale des normaliens et des éducateurs haïtiens (UNNOEH)

L'organisation syndicale haïtienne UNNOEH est en complète réorganisation depuis son dernier congrès en 2008. Cette organisation souffrait de déficit démocratique et de stagnation depuis plus de quinze ans. Les structures de l'UNNOEH ont rencontré de grandes difficultés (carence en infrastructures, matériel de bureau, personnel administratif et ressources financières, etc.). Elle a maintenant une nouvelle direction, jeune et dynamique qui cherche à renforcer les capacités organisationnelles du syndicat afin que ce dernier puisse assurer une meilleure défense des droits des travailleuses et des travailleurs dans le contexte de la reconstruction d'Haïti. Ce projet s'inscrit aussi dans le but de dynamiser les structures de base du syndicat afin qu'elle soit proactive dans les efforts à consentir pour contribuer à l'amélioration des conditions matérielles d'existence des enseignantes et des enseignants d'Haïti. L'objectif de ce projet est donc de contribuer au renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles de l'UNNOEH afin qu'elle puisse contribuer au développement durable d'Haïti par l'accomplissement efficace de sa mission dans le secteur éducatif haïtien.

C'est la FNEEQ qui assure le suivi des relations avec l'UNNOEH.

7. Appui au Frente Auténtico del Trabajo (FAT)

La CSN soutient, depuis la fin des années 1990, le FAT, une organisation syndicale indépendante et progressiste mexicaine. Plus précisément, la CSN appuie les efforts de syndicalisation de l'organisation dans les *maquiladoras*, notamment dans la région de Ciudad Juárez. Le contexte général mexicain est plutôt difficile, particulièrement depuis les dernières années où l'on constate une augmentation de la pauvreté, de la précarité des emplois, de la proportion et du nombre des emplois informels, en plus d'un accroissement de l'insécurité et de la violence qui sont dus en grande partie à la lutte contre le trafic de drogue. Tout cela complique le travail des organisations syndicales qui sont déjà confrontées à un système de relation de travail où domine l'ingérence politique, les problèmes de reconnaissance des droits des travailleurs et des syndicats eux-mêmes.

Cette année, l'appui de ASTM sera orienté vers la syndicalisation de travailleuses et de travailleurs dans la zone de la Vallée de México et la consolidation et l'expansion des sections du FAT dans les domaines des métaux, textiles, transports et services. Il permettra également de soutenir le travail du FAT sur les questions de l'égalité des genres, toujours dans la même région.

8. Appui au développement d'initiatives socioéconomiques d'associations paysannes dans quatre communes d'Haïti

Cette nouvelle initiative fait suite au projet d'économie solidaire très structurant en Haïti, qui avait été financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et dont le prolongement avait été refusé. Ce projet appuie la réalisation d'initiatives d'économie sociale par des organisations paysannes dans quatre communes. Il permet de consolider diverses activités socioéconomiques réalisées dans le cadre du projet antérieur : élevage de chèvres, cultures maraîchères (stockage), artisanat, microcrédit (petit commerce), construction d'un moulin à grains et d'une boulangerie. Il permet également de développer de nouvelles activités. Ce projet vise à accroître les revenus des paysannes et des paysans des communes de Verrettes, de Petit-Goâve, de Croix-des-Bouquets et de Marigot et de consolider la contribution des organisations paysannes de ces mêmes communes au développement durable.

Ce projet est le fruit d'un partenariat entre le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL), lequel développe, depuis plus de dix ans, des projets d'économie sociale et solidaire avec des organisations populaires paysannes en Haïti. Le projet est financé par le MRI et des membres du CISO, dont la CSN et les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA-Québec).